

Déclaration de SUD éducation au CTA du 13 novembre

Ce CTA se tient au lendemain d'une grève nationale qui a vu plus de 100 manifestations organisées dans tout le pays. Le ministère peut toujours minimiser le nombre de grévistes il ne faudrait pas qu'il croit qu'il y a chez les non grévistes un soutien à sa politique qui en profondeur fatigue, inquiète et exaspère.

Le rapport CAP 2022 est le fil rouge de l'ardeur du gouvernement à vouloir casser la fonction publique et les services publics. Ses préconisations ont un seul but : baisser la dépense publique en créant « *une administration plus agile, plus adaptable* » c'est-à-dire débarrassée de nombre de ses missions.

Le rapport propose de « *confier au secteur privé une partie des tâches réalisées aujourd'hui par l'administration* ». Il s'agit bien d'amputer les services publics et particulièrement l'Ecole Publique: « *l'externalisation a toujours constitué l'une des manières de réaliser le service public* » est-il affirmé dans ce rapport qui préconise « *d'assouplir le statut pour offrir la possibilité d'évolutions différenciées, notamment des rémunérations, entre les trois fonctions publiques* ».

Il faut aussi « *élargir le recours au contrat de droit privé comme voie normale d'accès à certaines fonctions du service public* ».

Quand un emploi sur cinq est occupé par un contractuel de droit public (1 280 000 sur les 5,5 millions d'emplois publics), quand le recours aux enseignants contractuels a triplé en trois ans dans le premier degré, quand l'emploi précaire est devenu un véritable mode de gestion des établissements dans le secondaire, quand la promesse d'école inclusive se développe essentiellement sur l'emploi précaire c'est bien une précarisation généralisée de l'Ecole publique et plus largement de la fonction publique qui est mise en perspective. Dans cette logique, le ministère de l'éducation nationale prévoit de « *développer significativement les postes à profil* ».

Dans la même logique les mutations ne seront plus examinées en commission paritaire au moyen d'un barème transparent et connu de tous les personnels. Nous passerions ainsi à une mobilité sur profil avec un recrutement direct avec CV et lettre de motivation, comme dans l'enseignement privé...

Sur le plan scolaire, on pourrait faire un inventaire de la maternelle à l'université en passant par les incohérences de la mise en place d'une école prétendument inclusive. Sûr que cet inventaire n'aurait rien de poétique.

Le ministre nous parle d'une école de la confiance et de la maternelle à l'université les personnels ont l'impression qu'on se moque d'eux. Il n'y a pas là un déficit d'explication ou un déficit de compréhension il y a une stratégie de communication qui consiste à mettre un voile sur la réalité et à en brouiller la perception. C'est cela qu'on appelle l'idéologie. Et ce discours nous prétendons, même si ce n'est pas l'idée des médias dominants, qu'il est à la fois libéral et réactionnaire. Alors hier, celles et ceux qui étaient dans la rue n'étaient ni des conservateurs, ni des corporatistes. Toutes et tous représentent bien d'avantage l'idée d'une autre Ecole, pour tous, publique, laïque et émancipatrice.

Vous voulez mettre en place une réforme du lycée alors que la précédente n'a fait l'objet d'aucune évaluation. Il s'agit de mettre en cohérence le lycée avec les « attendus » demandés aux universités dans le cadre d'une réforme qui conduit à réduire le nombre d'élèves entrant dans des études supérieures. La réduction de la place de l'enseignement général en lycée professionnel va dans la même logique rendre impossible la poursuite d'étude pour les bacheliers professionnels. Le ministre veut promouvoir une individualisation des parcours qui fait de chaque élève un auto-entrepreneur de sa scolarité.

Cette réforme présente une logique comptable de l'organisation du lycée. La restructuration des "groupes classes" va surcharger les profs de "classes" et d'élèves. Au final il y aura des économies de postes mais des enseignants qui ont 200 élèves et plus font moins bien travailler les élèves... C'est donc encore un peu moins d'attention aux élèves les plus fragiles et en difficulté. Donc, encore une fois, ce sont ceux qui pourront se cultiver ailleurs qu'à l'école qui seront favorisés

Les élèves devront se mouler dans les choix possibles de leur lycée et se conformer aux spécialités et combinaison de spécialités possibles dans leur établissement. Le prétendu choix à la carte se fera sur une petite carte très inégalitaire d'un lycée à un autre. Des élèves devront peut être suivre leurs cours dans deux établissements.

L'ampleur de la modification imposée au pas de charge est extrêmement autoritariste et vécue par les personnels comme une grande violence.

Nous ne voulons pas, et les personnels seront appelés dans les prochaines semaines à vous le faire savoir, une mise en concurrence généralisée des personnels, des élèves, des établissements et des disciplines.

Dans cette nième réforme des programmes, on semble évacuer ce qui permet de penser le monde contemporain. En sciences économiques et sociales les professeurs nous disent qu'il ne reste plus grand-chose de social, en Histoire il

n'est plus question d'Histoire de l'immigration. Alors même si on utilise des dénominations à la mode « *l'individu et la communication* », « *découverte du monde et rencontre des cultures* » on cache bien mal le côté usine à gaz de cette nouvelle entreprise.

Alors on peut lancer une grande consultation sur cette réforme. Pour nos collègues, elle a le sérieux d'une "enquête qualité du produit" lancée par n'importe quel marchand.

Dans les CP et CE1 de REP qui ont été dédoublés, les collègues subissent le règne de l'évaluation permanente. Quand 5 élèves sur 14 ne sont pas repérés par l'algorithme de traitement des résultats comme étant en grande difficulté on demande donc à l'enseignante d'informer 9 familles sur 14 de cette supposée grande difficulté, même si ce n'est pas son avis.

Suite à ces évaluations on nous promet maintenant des « accompagnements de circonscription » en fait des visites de toutes les classes avec commande de séances. Ce n'est pas cela l'école de la confiance. La première revendication de ces collègues est qu'on les laisse faire leur travail.

En début d'année scolaire on nous a demandé de faire disparaître les smartphones de l'espace scolaire. Pourquoi pas ? Nous nous y employons. De votre côté pouvez demander aux personnels d'inspection d'en faire autant. L'école de la confiance ce n'est pas l'école dans laquelle on photographie les pratiques des enseignants pour les stigmatiser dans des animations prétendument pédagogiques.